

I. Intervention de la Sénatrice Hélène Conway-Mouret

A. Contexte général et cadre géopolitique :

- Forte augmentation des cyberattaques :
 - +30 % d'attaques par rançongiciel entre 2022 et 2023.
 - +34 % d'attaques contre les PME/TPE.
 - Coût moyen d'une protection cyber efficace : jusqu'à 10 % du chiffre d'affaires des entreprises.
- Augmentation des attaques ciblées :
 - 10 % contre les entreprises stratégiques
 - 10 % contre les établissements de santé (hôpitaux)
 - 9 % contre les établissements d'enseignement supérieur (recherche)

B. Pays impliqués dans ces ingérences :

- Principaux pays identifiés comme acteurs majeurs :
 - Russie
 - Chine (*médaille d'or en termes d'attaques contre la France, Olivier Cadic*)
 - Turquie et Azerbaïdjan, notamment en lien avec les positions de la France sur l'Arménie.

B. Formes d'ingérence identifiées :

- **Ingérences classiques**
 - Espionnage, pressions politiques, corruption, influence.
- **Ingérences modernes**
 - Cyberattaques massives ciblant entreprises, hôpitaux, universités.
- **Ingérences hybrides**
 - Campagnes massives de désinformation via réseaux sociaux.
 - Ex : Affaire des étoiles bleues de David à Paris (octobre 2023), attribuée aux services secrets russes.

C. Travaux parlementaires en cours :

- Commission d'enquête sénatoriale sur **les politiques publiques face aux opérations d'influence étrangères** initiée par le groupe SER.
 - Rapport remis avec **47 recommandations**.
 - Importance soulignée de renforcer **France Médias Monde** pour contrer les ingérences russes et chinoises (diffusion notamment de France 24 en Chine).

D. Lois en cours ou adoptées récemment :

- Loi du **28 février 2024** visant à prévenir les ingérences étrangères en France.
- Sénateurs mobilisés pour ratifier de nombreux accords bilatéraux de défense :
 - Exemples récents : **Royaume-Uni, Maurice, Cambodge, Kazakhstan, Canada, Russie, Arménie.**

II. Intervention du Sénateur Olivier Cadic :

A. Cybersécurité et désinformation :

- **Agence Viginum** créée en **juillet 2021**, chargée de détecter et réagir face aux campagnes de désinformation.
 - Exemples d'attaques détectées :
 - Opération « **Portal Kombat** » (propagande pro-russe)
 - Rapport **Matriochka** (campagne de manipulation pro-russe ciblant médias et fact-checkers)
 - Réseau russe (**RRN**) responsable de diffusion de photos d'étoiles de David taguées à Paris (**novembre 2023**).

B. Réaction politique française :

- Nouvelle stratégie : **Name and shame** (« nommer et dénoncer publiquement ») :
 - Appliquée contre la Russie, l'Azerbaïdjan (cas en Nouvelle-Calédonie).
 - La **Chine**, principal agresseur en réalité, n'est souvent pas publiquement dénoncée pour des raisons diplomatiques décidées au niveau de l'Élysée.

C. Exemples concrets de désinformation :

- Désinformation chinoise liée au **COVID-19** (accusation infondée contre les personnels des maisons de retraite françaises).
- Désinformation liée à l'**incendie de Notre-Dame** en 2019 attribué par certains à une « punition » pour l'Europe tolérant le mariage homosexuel ou à une prétendue aide aux nazis en Ukraine.
- Désinformation lors des **Jeux Olympiques de Paris** (punaises de lit et coupure électrique de **10 minutes** dans trois arrondissements parisiens, durant la nuit suivant la cérémonie d'ouverture).

III. Textes législatifs et travaux parlementaires en cours :

- Projet de loi en débat actuellement au Sénat sur la **cybersécurité (loi NIS 2)**, présidé par le sénateur Cadic.
- Projet de loi sur la lutte contre le narcotrafic :
 - Risques évoqués : introduire une « **backdoor** » (**porte dérobée**) permettant aux forces de sécurité françaises de surveiller messageries cryptées (**WhatsApp, Signal, Olvid**).
 - OC alerte sur le risque que cette mesure porterait à la confiance publique et à la sécurité générale, permettant aussi potentiellement à des hackers d'utiliser cette faille.

IV. Coopération internationale en matière de sécurité et lutte contre le narcotrafic :

- Olivier Cadic insiste sur l'importance d'une coopération internationale réelle :
 - Drogue : pays consommateurs vs pays producteurs (exemples **Bolivie, Colombie, Pérou**).
 - Insuffisance actuelle : seulement **18 magistrats de liaison français couvrant 48 pays** (dont 9 avec compétence régionale).
 - En Amérique latine, seulement **1 attaché de sécurité intérieure pour Pérou et Colombie réunis** (deuxième et troisième producteurs mondiaux de cocaïne).

V. Fonctionnement local et implication des élus consulaires :

- Le décret de **février 2014** impose clairement que les **conseils consulaires soient informés** sur les risques locaux et plans de sécurité des postes consulaires.
- Problème signalé : cette obligation légale est parfois négligée par certains postes diplomatiques.
- Proposition d'intégrer davantage les élus dans les « boucles de sécurité » des ambassades et consulats, notamment lors de crises, tout en respectant leur liberté de choix.

VI. Points techniques sur les messageries sécurisées :

- Niveau de sécurité des messageries :
 - **WhatsApp** : 2/10
 - **Signal** : 3/10
 - **Olvid** : 8/10 (considérée comme la plus sécurisée).